

## **La colocalisation : la nouvelle idée que la France a trouvée pour que rien ne se passe en Méditerranée !**

Par Guillaume Alméras, associé au Groupe d'analyse de JFC Conseil

Vous souvenez-vous de l'Union pour la Méditerranée ? En fait, elle existe toujours. Proposée par la France en 2007, elle a incarné l'essentiel de l'action euro-méditerranéenne depuis lors et ce fut un beau succès : en cinq ans, quant aux projets conduits par les pays riverains, rien ou presque n'a abouti. Ce qui est assez remarquable dans une région plutôt en ébullition, à l'intersection de trois continents et que traverse presque en son milieu le 38° parallèle, autour duquel tourne et s'oriente l'essentiel du commerce mondial.

Nous ne sommes pas ironiques en parlant de succès. Proposer et réaliser une Union pour la Méditerranée, c'était pour la France l'occasion de montrer qu'elle dispose de la principale force d'initiative dans la région. Mais, en même temps, que cette Union n'ait abouti à rien lui permet de croire qu'elle reste la puissance dominante dans cet espace. Ses interventions militaires en Libye et au Mali ont ensuite voulu le montrer.

L'Union pour la Méditerranée, il est vrai, a eu beaucoup de chance : que l'Allemagne en prenne tout de suite ombrage et l'égaré sciemment dans les tubulures des cercles de décisions bruxellois. D'emblée, il était clair dans ces conditions que le projet n'aboutirait à rien et, de fait, moins de deux ans après son lancement, presque tout le monde l'avait déjà oublié. Il n'était même plus besoin dès lors de s'efforcer de cacher son indigence intellectuelle ; même si le recours insistant au pléonasme, en présentant ses différentes mesures comme autant « d'actions concrètes » (qu'est-ce qu'une action non-concrète ?), traduisait une certaine gêne. De vieilles idées des années 70, des comités Théodule, des projets pharaoniques n'ayant aucune chance de se réaliser, la reconduction sans changement de projets ayant déjà échoué (autoroutes de la mer, dépollution du Bassin), voilà en quoi consistait l'UpM ; sans oublier le partage bien compris d'intérêts entre la France (la boucle énergétique) et l'Allemagne (le Plan solaire). Encore ceux-ci paraissaient-ils plutôt velléitaires. L'enjeu, encore une fois, n'était justement pas tant de faire avancer la politique euro-méditerranéenne que de ne pas ébranler un *statu quo* régional plutôt favorable à la France, tout en conservant à cette dernière l'initiative du mouvement dans la région.

Mais l'UpM a vécu. Le nouveau gouvernement français a besoin d'une nouvelle doctrine pour continuer à donner l'impression qu'il porte le destin de la Méditerranée, sans que rien ne bouge vraiment. Cette nouvelle doctrine se nomme « colocalisation industrielle ». François Hollande l'a présentée comme une idée neuve et particulièrement porteuse lors de son voyage officiel au Maroc en avril 2013.

Cette fois-ci, tout est dans le mot, qui est une litote. Pour le reste, derrière l'expression, le vide intellectuel est tout aussi profond que pour l'UpM. On s'inspire vaguement des investissements allemands dans les PECO, qui n'ont pourtant rien à voir. On cite les investissements japonais en Asie du Sud-est, la « théorie du vol des oies sauvages », largement mythique et dont on comprend visiblement mal en quoi elle consista effectivement. Et l'on aboutit à cette idée qu'une France en voie de désindustrialisation rapide va industrialiser la rive sud. Pour produire quoi ? Pour le vendre où ? Comme au bon vieux temps de la planification, les politiques décident et les industriels suivront, tandis que les fondamentaux économiques s'aligneront. D'un vrai problème – pourquoi la cotraitance, l'un des éléments les plus décisifs de la globalisation économique ces vingt dernières années,

qui n'a pas attendu que le gouvernement français la découvre pour se déployer partout, n'a justement que peu touché les pays de la rive Sud de la Méditerranée (sauf l'Égypte, quoiqu'assez timidement) ? – on fait la solution : parions sur la cotraitance !

Mais tout cela n'est pas grave car, à travers le terme de « colocalisation » deux choses essentielles sont soulignées du point de vue français :

- a) Selon une vision largement colonialiste, il ne peut y avoir de développement au Sud qu'à travers nos investissements. Il ne s'agit justement pas de favoriser un développement propre ! N'attendez donc aucun projet visant à développer au Sud le financement et les moyens du commerce international, cela menacerait trop nos parts de marché et cela pourrait même conduire à toucher à la PAC. Aucun projet concernant le développement des marchés de capitaux, ce qui a pourtant été la clé dans la plupart des pays émergents (et ce qui a justement permis les formules de cotraitance). On ressuscitera plutôt la sempiternelle idée d'une Banque de la Méditerranée, pour souligner que non seulement le développement du Sud passe par nos investissements mais qu'il vaudrait mieux que nous le pilotions nous-mêmes. Il ne faut attendre aucune initiative enfin allant vers plus de cohésion Sud-Sud sur des sujets essentiels. Cela irait à l'encontre des relations bilatérales à travers lesquelles la politique méditerranéenne française est conduite.
- b) La colocalisation industrielle, par ailleurs, entend lutter contre les délocalisations en même temps que contre l'immigration : si nous investissons au Sud, ses travailleurs n'auront plus à venir au Nord (c'est cela que l'on retient particulièrement des investissements japonais en Asie du Sud-est). En même temps, on nous assure que cela ira contre les délocalisations et créera même des emplois au Nord. On ne voit pas très bien comment mais l'important n'est pas là. Quand on sait à quel point les transferts issus de l'émigration sont importants pour la balance des paiements des pays du Sud et comptent dans le niveau de vie des populations, même dans les pays disposant de ressources naturelles importantes, le simple terme « colocalisation » vaut démonstration de force.

Bien sûr, on pourrait nous objecter que toute notre interprétation est biaisée. Que toutes ces idées visent de bonne foi au développement d'une vraie dynamique euro-méditerranéenne. Peut-être. Mais alors ce serait grave ! La France traverse une passe difficile certes mais peut-on croire qu'elle soit, quant aux idées, tombée si bas ? Maintenant, si les choses sont telles que nous les décrivons, cela n'est pas très rassurant non plus et mieux vaudrait sans doute que la France, qui chaque jour maîtrise moins l'espace méditerranéen et manque finalement d'y trouver un relais de croissance qui lui serait fort utile aujourd'hui, réalise rapidement que ses fantasmes de grande puissance contribuent à la ruiner. Derrière l'idée de colocalisation se devine sans peine la tentation d'un repli sur notre empire colonial. Le problème est que celui-ci, il faut visiblement le rappeler, n'existe plus depuis un certain temps.

Guillaume ALMERAS

Consultant international sur les questions de développement économique et financier

*Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil*